

Tendances clés du Baromètre social et économique de la Seine-Saint-Denis au dernier quadrimestre 2022

Dans un contexte inflationniste du dernier quadrimestre 2022, la Seine-Saint-Denis fait face à plusieurs tendances sociales et économiques majeures qui affectent la vie de ses habitants.

1. Le solde naturel encore impacté par une baisse de naissances et un niveau élevé de décès

Les évolutions liées au solde naturel (naissances, décès) de la population ne sont pas encore revenues à un niveau d'avant la crise sanitaire, même si les évolutions mensuelles du Q4 2022 sont plus favorables en Seine-Saint-Denis que dans l'ensemble du territoire (naissances baissent moins vite, décès se stabilisent).

La légère variation à la baisse du nombre de naissances entre le 2^{ème} et le 3^{ème} quadrimestre 2022, plus généralement présente depuis la crise sanitaire est moins importante en Seine-Saint-Denis qu'au niveau national.

Le nombre de décès au dernier quadrimestre 2022 est stable par rapport au dernier quadrimestre 2021 alors qu'il augmente légèrement dans le reste de la France. Tout de même, le nombre de décès à la fin de 2022 (8 837 décès contre 7 810 en 2019) atteint encore un niveau élevé. Selon l'INSEE, au niveau national, ce nombre est toujours élevé du fait de la poursuite de la pandémie et des canicules du mois de juillet (INSEE, Bilan démographique 2022).

2. Un développement économique légèrement moins dynamique au 3^{ème} trimestre

La Seine-Saint-Denis est plus rapidement sortie de la crise sanitaire que les autres départements franciliens, si on se réfère à l'évolution des emplois salariés du secteur privé entre le T2 2019 et T2 2022, ou si on se réfère à l'augmentation de l'emploi salarié par grand secteur d'activité.

Néanmoins, le développement économique de la Seine-Saint-Denis, caractérisé globalement comme plutôt dynamique, est légèrement moins dynamique entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2022.

Au 3^{ème} trimestre 2022 (pas de données pour le 4^{ème} trimestre 2022), ce développement économique garde sa progression car l'évolution des emplois salariés reste comparable avec le niveau national. Néanmoins, le salariat du secteur privé croît en moyenne moins rapidement que dans le reste de la France. En outre, les projets de construction des logements ralentissent fin 2022 bien que le département de la Seine-Saint-Denis soit le département avec la plus grande concentration de logements mis en chantier au niveau de l'Ile-de-France entre 2019 et 2021.

3. Un contexte économique caractérisé par la création de microentreprises et une nouvelle catégorie de travailleurs précaires (micro entrepreneurs, travailleurs des plateformes)

Les facettes du développement économique sont multiples en Seine-Saint-Denis. Le contexte économique est plutôt favorable aux créations d'entreprises et leur maintien en raison du dispositif d'aides aux entreprises qui existe depuis la crise liée au Covid-19. Néanmoins, environ 6 entreprises créées sur 10 en 2022 sont celles des micro entrepreneurs en Seine-Saint-Denis, une catégorie d'indépendants potentiellement précaire et touchée par l'inflation. Très peu d'entrepreneurs arrivent à se verser un salaire (34%). Le 3^{ème} plus gros secteur de création d'entreprises en SSD est celui de la livraison à domicile et du service de taxi en ligne, (3 736 entreprises en 2022). Ces entreprises créent ainsi une nouvelle catégorie de travailleurs précaires, particulièrement présente au niveau des quartiers « populaires »¹.

4. La situation sociale des habitants confrontés à de nombreux défis (inflation, maintien dans le logement, emploi)

4.1. Augmentation des prix à la consommation fin décembre 2022 continue

Les prix à la consommation ont augmenté de 5,9 % sur un an en France en décembre 2022, surtout du fait de l'augmentation des prix des produits alimentaires (12,1%) et de l'énergie (15,1%). L'inflation est préjudiciable pour tous les ménages, et particulièrement pour les plus modestes. Les mesures gouvernementales pour le financement des colis alimentaires, les

aides pour l'alimentation des étudiants, la création du fonds pour l'achat des produits frais, l'augmentation du budget pour les associations engagées dans l'aide alimentaire ou des aides du département et des villes amortissent en partie le choc inflationniste qui impacte le budget des plus modestes.

4.2. Question du maintien dans le logement

De nombreux projets de construction de logements ont lieu au niveau du département. Néanmoins, pour certains ménages la première préoccupation est le maintien dans le logement et pour eux, les projets d'acquisition sont loin d'être possibles. Nous observons une augmentation de +23% des cas d'impayés de loyers entre 2020 et 2021 et les aides versées pour le paiement des charges ont fortement augmenté au dernier trimestre 2022.

4.3. Taux de chômage préoccupant surtout chez les jeunes, malgré des opportunités d'emploi

Sur le plan de l'emploi des habitants, même si la Seine-Saint-Denis a connu une baisse du nombre de demandeurs d'emploi, le taux de chômage (10,2% au sens du BIT) reste préoccupant, en particulier chez les jeunes (33% selon le recensement). Par ailleurs, une partie des jeunes échappe aux statistiques officielles surtout les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (20% des NEEF). Enfin, les bénéficiaires du RSA (tout type) représentent 25% de tous les inscrits à Pôle Emploi en décembre 2022, soit 1 inscrit sur 4.

Même si, le marché du travail est propice au retour à l'emploi, avec une augmentation de déclarations préalables à l'embauche au 3^{ème} trimestre 2022, il ne semble pas profiter à la main-d'œuvre locale. Le manque d'opportunités d'emploi adapté au niveau

¹ Compas, n°27 - 24 novembre 2022, L'ubérisation des quartiers populaires, Hugo Botton.

d'études, ou des risques potentiels de discriminations sur le marché du travail sont certains des éléments explicatifs de cette situation liée à l'emploi.

5. Accès aux droits dans un contexte de dématérialisation des services publics et des tensions de recrutement dans le secteur socio-médical

L'accès aux prestations sociales est particulièrement important pour les ménages en difficulté sociale en Seine-Saint-Denis car il permet de diminuer le taux de pauvreté, très élevé en Seine-Saint-Denis (28% après transferts sociaux en 2019) et de lutter contre les inégalités sociales.

5.1. Baisse des foyers RSA et augmentation rapide des bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

Le RSA constitue le principal revenu d'environ 86 200 foyers séquan-dionysiens en décembre 2022. En Seine-Saint-Denis le nombre de foyers RSA baisse et tend à retrouver son niveau d'avant la crise sanitaire comme au niveau national. L'évolution annuelle de la part des foyers RSA en 2022 en Seine-Saint-Denis était de -2%. Ce rythme de baisse était le même dans les départements du Val-de-Marne et dans les Yvelines.

L'augmentation des bénéficiaires de l'AAH est de 2 à 4 fois plus rapide en Seine-Saint-Denis que dans certains départements franciliens (Paris, Val de Marne ou Hauts-de-Seine). Cette augmentation peut s'expliquer selon la DREES par le vieillissement de la population ou par l'augmentation de deux à cinq ans de la durée maximale d'attribution de l'AAH pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 79 %, ce qui a une influence directe sur la hausse de leurs effectifs depuis 2017, (DREES, 2023). L'état de santé de la population séquan-dionysienne pourrait constituer un autre élément d'explication ainsi qu'une meilleure

sensibilisation au dépistage de certains handicaps comme par exemple l'autisme.

5.2. Baisse des enfants suivis en mesure de milieu ouvert et augmentation des enfants en mesure de placement judiciaire ou administratif

La baisse des enfants en mesure de milieu ouvert passant de 3 000 enfants suivis (en moyenne par mois en 2020 et en 2021) à 2 900 mineurs suivis par mois en 2022 pose des questions. En parallèle, le nombre moyen mensuel de mineurs en placement judiciaire ou administratif dépasse 2 900 mineurs placés et suivis en 2022 (contre environ 2800 en 2020 et en 2021). Ces évolutions interrogent et il reste à voir si elles sont en lien avec les difficultés de recrutement dans le secteur social ou en lien avec la politique judiciaire.

5.3. Importante utilisation des services numériques, probablement grâce aux aidants proches ou aux structures de médiation numérique

L'accès aux droits est particulièrement suivi dans un contexte de dématérialisation des services publics car les indicateurs sociodémographiques du territoire indiquent la fragilité de la population face à l'accès aux démarches administratives en ligne. Les statistiques sur les demandes de retraites en ligne montrent que le taux de demandes en ligne est moins élevé que dans d'autres territoires. En outre, l'utilisation des services en ligne pour la transmission des pièces justificatives à la CAF, même si majoritaire et en constante progression, ne permet pas de conclure une autonomie totale des allocataires de la CAF car le rôle des proches aidants n'est pas explicite dans ces statistiques. En outre, le département semble doté de nombreuses structures qui aident les habitants dans les démarches administratives.